**Corpus n°2 : L’après Seconde Guerre mondiale, « Controverse Fischer » et différentes causes étudiées des années 1945 aux années 1980**

Document 1 : Les études historiques en Allemagne après 1945

« Les épreuves et les résultats de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas sensiblement modifié les interprétations des historiens allemands, du moins en Allemagne occidentale. Le problème qui leur paraît essentiel est d'établir une nette distinction entre les deux guerres qui ont ravagé l'Europe : il n'y a pas de point commun entre la volonté de domination et de destruction de Hitler, qui doit être considéré dans l'histoire allemande comme un fait aberrant et qu'il faut rattacher à la vague fasciste qui a déferlé sur l'Europe, d'une part, et les hommes d'État responsables qui ont présidé en 1914 aux destinées de l'Europe, d'autre part. » D’après Jacques Droz, *Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d’historiographie,* Paris, Seuil, 1973.

Document 2 (vidéo) **:** Extrait de la conférence de l’historien Stanislas Jeanneson, sur la controverse Fischer et sur les travaux sur les causes de la Première Guerre mondiale dans les années 1960 et 1970 <https://youtu.be/am62S6SaMxk?t=2396> (de 39’56’’ à 50’ environ)

Document 3 : La vision de l’historien allemand Fritz Fischer

« La puissance industrielle de l'Allemagne était la plus forte du continent et elle-même était consciente de posséder des structures politiques et une tradition culturelle originale qui se distinguait à la fois de la démocratie occidentale et du despotisme oriental. L'Allemagne avait entrepris de se hausser de la position de grande puissance que Bismarck lui avait assurée au sein de l'Europe jusqu'à celle « puissance mondiale ». Mais cette politique avait abouti, en l'espace de dix ans (1897-1907) à une impasse : l'empire allemand, isolé par sa propre faute, éprouvait cet isolement comme un « encerclement », un « corset de fer ».

Dès lors l'éclatement de l'Entente devint le but principal de l'empire. Obtenir « la liberté de ses mouvements » était pour l'Allemagne la condition de toute extension ultérieure et de son accession définitive au rang de puissance mondiale. Si elle n'obtenait pas cette « liberté », l'Allemagne n'aurait plus qu'à abdiquer tout rôle dans le monde. Telle était la conviction profonde de la « nation ». Pour ne citer qu'un représentant de l'élite intellectuelle allemande, Max Weber en était persuadé. Et la même pensée était exprimée par le général Bernhardi – qui jouissait alors d'une haute considération et qui élaborait les conceptions des chefs militaires de l'Allemagne impériale – dans son livre, réédité six fois jusqu'en 1914 :*L’Allemagne et la prochaine guerre*, qui contenait ce slogan souvent répété, « Puissance mondiale ou décadence » (*Weltmacht oder Niedergang*). C'est forte de cette devise que la « nation » voulait lutter et vaincre. »

F. FISCHER, Colloque franco-allemand, *Historiens et Géographes*, août 1966, cité dans le manuel d’histoire de Première dirigé par Jacques Marseille, Nathan, 1988.

Document 4 : la vision de l’historien allemand Erdmann

« On ne peut pas dire qu'une « volonté de puissance mondiale » déterminait la politique du chancelier Bethmann-Hollweg [..]. Ce qui déterminait sa politique extérieure était la recherche du prestige et non un désir de conquête. L'Allemagne aurait pu éviter la guerre si elle avait été prête à payer le prix de la paix. Cela signifiait : abandonner l'Autriche, renoncer aux relations étroites qu'elle entretenait avec son seul allié, renoncer à la position qu'elle possédait jusqu'à présent parmi les grandes puissances de l'Europe. Mais cela est aussi valable pour les autres puissances. Chaque État engagé dans la crise de juillet 1914 aurait pu sauvegarder la paix européenne s'il avait été prêt à en payer le prix par l'abandon d'intérêts réels ou présumés : l'Autriche, si elle avait renoncé à laver l'humiliation de la Serbie ; la Russie si elle avait renoncé à assurer la Serbie de sa protection ; la France, si elle avait fait savoir à la Russie qu'elle ne considérait le *casus belli* comme ne s'appliquant qu'en cas de défensive; l'Angleterre, si elle avait promis sa neutralité dans le conflit. Étant donné la situation en 1914 et l'influence des idées nationalistes et impérialistes de l'époque, on comprend du point de vue historique, qu'aucune puissance ne fit ce geste, que personne ne voulait la guerre mais que personne non plus n'était prêt à payer le prix de la paix. Qu'aucun des responsables n'ait pu se soustraire à la conjoncture de l'époque, c'est là la fatalité de l'Europe. »

K.D. ERDMANN, Colloque franco-allemand, *Historiens et Géographes*, août 1966, cité dans le manuel d’histoire de Première dirigé par Jacques Marseille, Nathan, 1988.

Document 5 : « L’affaire Fischer »

« Les tensions accrues des relations internationales dans la seconde moitié des années 1930, puis la guerre et ses conséquences relèguent la "querelle des responsabilités" d’une guerre qui paraît plus lointaine, ensuite, dans les années 1950, au second plan. Elle est vivement relancée par la parution en 1961 du livre d’un professeur de Hambourg, Fritz Fischer : Les Buts de guerre de l’Allemagne impériale. 1914-1918. Bien que le parcours de Fischer ne soit pas celui d’un esprit critique – il fut même membre du parti nazi –, il entend ici démontrer que c’est bien l’impérialisme allemand qui est responsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Selon lui, il y a une continuité dans la volonté allemande de devenir une puissance mondiale et dans les buts de guerre du Reich depuis les années 1890 : affaiblir la France, mettre à distance la Russie et surtout dominer la Belgique. Un des arguments clés de Fischer tient dans un texte intitulé le "programme de septembre" du chancelier allemand Bethmann Hollweg (1914). Du coup, le chancelier apparaît loin de l’image qu’il avait d’un modéré, pour devenir le représentant d’un programme annexionniste et belligène. Plus tard, dans La Guerre des illusions (Krieg der Illusionen, 1969) Fischer radicalise le propos et insiste sur les problèmes économiques de l’Allemagne d’avant-guerre qui renforcent la marche vers la guerre. À contrecourant de tout l’effort allemand de l’entre-deux guerres pour rééquilibrer les responsabilités, Fischer fait de son pays le grand coupable de l’hécatombe. Il déclenche un véritable "scandale" car ses thèses sortent de l’espace universitaire et touchent l’espace public le plus large, jusqu’à mobiliser le gouvernement pour produire un contre-feu. (…) Des historiens conservateurs répondent que la politique allemande fut en fait essentiellement défensive, ou que la politique extérieure fut le moteur principal des décisions allemandes.
(…) Au final, les thèses de Fischer, bien reçues dans un contexte contestataire, se sont imposées à de nombreux historiens allemands, ce qui n’est pas sans poser question dans un espace public allemand élargi. » Nicolas Offenstadt, article « Les "origines" et les "responsabilités" de la Grande Guerre », pour l’exposition sur la Première Guerre mondiale à la BNF, <http://expositions.bnf.fr/guerre14/arret/03_4.htm>